

Service d'infrastructures de la défense



**CENTRE D'EXPERTISE DES TECHNIQUES
D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE**

**Marché passé selon une procédure adaptée,
conformément aux articles L2123-1, R2123-1 1° et R2123-4**

Référence : 2023-CETID-06

TRAVAUX DE

RÉHABILITATION DU RÉCEPTACLE DE TIR TENDU DE LA RUE 14

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Date limite de réception des plis

20/11/2023 à 15h30

Renseignements :

**Administratifs : 01 39 07 67 95 ou julien.noorenberghe@intradef.gouv.fr
Techniques : 01 39 07 67 72 ou frederic.perchais@intradef.gouv.fr**

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 NOMENCLATURES CPV (COMMON PROCUREMENT VOCABULARY) ET GM (GROUPE MARCHANDISES)	4
1.3 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.4 DÉSIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	5
1.5 TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE – MESURES DE SÉCURITÉ.....	6
1.5.1 <i>Contrôle nominatif</i>	6
1.5.2 <i>Contrôle des accès</i>	6
1.5.3 <i>Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge</i>	6
1.6 LANGUE	6
1.7 DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	7
1.7.1 <i>Clause d'insertion sociale</i>	7
1.7.2 <i>Clause environnementale</i>	7
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES	7
2.2 PIÈCES À DÉLIVRER AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES.....	7
3. PRIX ET RÈGLEMENT.....	8
3.1 CONTENU DES PRIX.....	8
3.2 VARIATION DES PRIX	8
3.3 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ.....	9
3.3.1 <i>« Facturation » dématérialisée</i>	9
3.3.2 <i>Avance</i>	10
3.3.3 <i>Facturation</i>	10
3.3.4 <i>Délai global de paiement</i>	10
3.3.5 <i>Intérêts moratoires</i>	11
4. RETENUE DE GARANTIE.....	11
5. DÉLAI(S) DE LIVRAISON – PÉNALITÉS ET PRIMES.....	11
5.1 DÉLAI(S) DE LIVRAISON.....	11
5.2 PROLONGATION DE(S) DÉLAI(S) DE LIVRAISON	11
5.3 PÉNALITÉS – PRIMES D'AVANCE.....	12
5.3.1 <i>Pénalités pour retard</i>	12
5.3.2 <i>Pénalités pour non-respect de la clause environnementale</i>	13
5.3.3 <i>Pénalités pour non-respect des clauses relatives à la gestion des déchets de chantier</i>	13
5.3.4 <i>Pénalités pour retard dans la transmission des documents fournis après exécution</i>	13
5.3.5 <i>Primes d'avance</i>	13
5.4 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	13
6. RÉCEPTIONS ET GARANTIES	13
6.1 RÉCEPTION	13
6.2 RÉCEPTIONS PARTIELLES	13
6.3 MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	14
6.4 GARANTIES CONTRACTUELLES.....	14
6.5 LITIGES	14
7. CLAUSES SPÉCIFIQUES AUX MARCHÉS DE TRAVAUX.....	14
7.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	14
7.2 LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATÉRIAUX	14
7.3 QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS. – APPLICATION DES NORMES	14
7.4 VÉRIFICATION QUALITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET ÉPREUVES	14
7.5 VÉRIFICATION QUANTITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	14
7.6 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHÉ.....	15

7.7	PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES.....	15
7.8	PRÉPARATION DES TRAVAUX.....	15
7.8.1	<i>Période de préparation</i>	15
7.8.2	<i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs</i>	15
7.8.3	<i>Gestion de la qualité</i>	15
7.8.4	<i>Registre de chantier</i>	15
7.9	ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	16
7.10	MODIFICATIONS APPORTÉES AUX STIPULATIONS CONTRACTUELLES.....	16
7.11	INSTALLATION, ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU CHANTIER.....	16
7.12	ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE OU MATÉRIAUX DANGEREUX.....	16
7.13	MATÉRIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVÉS SUR LE CHANTIER.....	16
7.14	DÉGRADATIONS CAUSÉES AUX VOIES PUBLIQUES	16
7.15	DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION.....	16
7.16	GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER.....	16
7.17	ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL ET DES MATÉRIAUX SANS EMPLOI	16
7.18	ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES.....	16
7.19	VICES DE CONSTRUCTION.....	17
7.20	DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	17
8.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
9.	RÉSILIATION	17
10.	DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	17
11.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	17

PRÉAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

CETID : Centre d'expertise des techniques d'infrastructure de la défense

DOTI : direction des opérations techniques infrastructures

PEA : pôle effets des armes

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de réhabilitation du réceptacle de tir tendu du CETID sur le champ de tir de Captieux.

Le lieu de livraison est :

CETID
Champ de tir de Captieux
40120 RETJONS

Les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Nomenclatures CPV (common procurement vocabulary) et GM (groupe marchandises)

- CPV principal : 38900000-4 – Instruments divers d'évaluation ou de test.
- CPV secondaire lot n° 1 : 45223220-4 – Travaux de gros œuvre.
- CPV secondaire lot n° 2 : 45261000-4 – Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes.
- GM : 41.07.02 - Équipement, matériel de laboratoire et de mesure.

1.3 Décomposition du marché

Le marché est décomposé de la manière suivante :

- Lot n° 1 : gros-œuvre ;
- Lot n° 2 : charpente – couverture.

Le lot n° 2 est décomposé en 3 tranches :

- Tranche ferme : fabrication et pose d'une charpente métallique et d'un bac acier sur la partie **avant** de la structure de tir ;
- Tranche optionnelle n° 1 : fabrication et pose d'une charpente métallique et d'un bac acier sur la partie **arrière** de la structure de tir ;
- Tranche optionnelle n° 2 : réhabilitation de la guérite de tir.

L'acheteur notifie au titulaire du lot n° 2 soit :

- Uniquement la tranche ferme ;
- La tranche ferme et la tranche optionnelle n° 1 ;
- La tranche ferme et la tranche optionnelle n° 2 ;
- La tranche ferme et les tranches optionnelles n° 1 et n° 2 ;

Les tranches optionnelles pourront être affermies soit :

- À la notification du marché ;
- Jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

1.4 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire ne peut donner en sous-traitance la totalité de son marché. De plus, il doit demander l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de son sous-traitant dès lors qu'il fait exécuter une partie de son marché par une entreprise constituée en entité juridique différente de la sienne.

Le paiement direct du sous-traitant n'est de droit que si le montant des prestations sous-traitées est supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché. L'acheteur paye le sous-traitant sur indication du titulaire, dans la limite du montant indiqué dans l'acte spécial.

Le sous-traitant ayant droit au paiement direct sera payé en euros.

L'acceptation en cours de marché d'un sous-traitant ainsi que l'agrément des conditions de paiement doivent être constatés par un acte spécial de sous-traitance signé par l'acheteur, le titulaire et le sous-traitant.

Il est précisé que seules les prestations s'analysant comme un contrat d'entreprise sont susceptibles d'être sous-traitées.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

À l'appui de sa demande de sous-traitance, le titulaire joint le DC4 (acte spécial de sous-traitance) ou les informations suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- les quantités et prix unitaires HT et le montant total de la prestation à sous-traiter ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant sachant qu'il est octroyé d'office dès que la part du sous-traitant est égale ou supérieure à 10% du montant total du marché ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

En outre, le titulaire produit obligatoirement :

- les capacités techniques, professionnelles (justificatif des compétences) et financières (chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles) du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- le dossier de développement durable renseigné par le sous-traitant ;
- une attestation du titulaire qu'aucune cession ou nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances ;
- un RIB **au nom du sous-traitant** ;
- pour toute société étrangère, l'attestation relative aux modalités de règlement de la TVA (cf. modèle joint). L'établissement de cette attestation conditionne le règlement des factures (cf. article 13 du CCP).

Le délai de 21 jours donné à la personne publique pour refuser le sous-traitant et ses conditions de paiement n'est applicable qu'à compter de la réception de l'intégralité des documents constitutifs du dossier et mentionnés ci-dessus. À compter de cette date, le silence de l'acheteur pendant 21 jours vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire adresse le dossier en simple exemplaire par voie postale, **sous pli recommandé avec accusé de réception à :**

Monsieur le directeur du CETID – 9, rue des Récollets – CS80601 – 78013 VERSAILLES CEDEX.

1.5 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/Travaux.

1.5.1 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel participant à l'installation/livraison est établie et fournie par le titulaire 20 jours avant la date prévu d'entrée sur le lieu de livraison. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, se verra refusé à l'entrée du lieu de livraison.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

1.5.2 Contrôle des accès

Tous les personnels devront être munis d'un laissez-passer remis par l'acheteur, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel seront opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

Le titulaire et son personnel ne seront admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire qu'après s'être munis de titre d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services de sécurité auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1.5.3 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le lieu de livraison (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente un badge avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

1.6 Langue

Tous les documents administratifs écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

Les documents techniques qui doivent être remis par le titulaire à l'acheteur sont également en français, ou à défaut en anglais. Tout autre langue devra impérativement être traduite.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

1.7 Développement durable

1.7.1 Clause d'insertion sociale

L'ampleur des travaux et la localisation du présent marché ne permet pas à l'acheteur d'imposer la mise en place de clauses d'insertion sociale.

1.7.2 Clause environnementale

Le site du champ de tir de Captieux est classé « Natura 2000 ». Le titulaire veillera à se conformer aux obligations qui lui sont propres en respect de ce classement.

Si l'acheteur constate un manquement à ces règles, le titulaire encours, si le manquement n'a pas été rectifié dans un délai d'une semaine après mise en demeure, une pénalité prévue à l'article 5.3 du présent CCAP.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG/Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le CCAG/Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- L'offre technique du titulaire, y compris le mémoire technique ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

2.2 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. PRIX ET RÈGLEMENT

3.1 Contenu des prix

Le prix du marché sont établis hors TVA.

Le prix sont établis en euros.

Le prix du marché est celui indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement (modèle ATTRI1).

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à la manutention, au stockage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.

3.2 Variation des prix

Pour le lot n° 1, le prix est ferme et définitif.

Pour le lot n° 2 :

- le prix de la tranche ferme est ferme et définitif ;
- le prix des tranches optionnelles sont :
 - o fermes et définitifs si leur affermissement intervient dans les 3 mois après la notification du marché ;
 - o actualisables si leur affermissement intervient plus de 3 mois après la notification du marché.

L'actualisation sera effectuée par l'application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le prix est réputé établi aux conditions économiques existant le mois de la date limite de remise des offres.

Une formule d'actualisation a pour seul but de prendre en compte de façon forfaitaire, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques.

Pour la tranche optionnelle n° 1, la formule est la suivante :

$$P1 = P0 \left(0,60 \frac{A1}{A0} + 0,40 \frac{S1}{S0} \right)$$

Pour la tranche optionnelle n° 2, la formule est la suivante :

$$P1 = P0 \left(0,40 \frac{Is1}{Is0} + 0,60 \frac{S1}{S0} \right)$$

Matière première + logistique + frais d'entreprise

Dans lesquelles :

P_1 = Prix en euros révisé hors T.V.A. ;

P_0 = Prix en euros hors T.V.A. figurant dans l'acte d'engagement ;

Les coefficients correspondent à la part représentative de chaque élément entrant dans la détermination du prix.

Ces derniers éléments correspondent à l'indice suivant :

Indices relevés sur le site de l'INSEE :

- A : Indice CVS-CJO de la production industrielle (base 100 en 2015) - Fabrication d'autres produits de première transformation de l'acier (NAF rév. 2, niveau groupe, poste 24.3) – identifiant 010537562 ;
- Is : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 23.99 – Autres produits minéraux non métalliques n.c.a. – identifiant 010534263 ;
- S : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Construction (NAF rév. 2 section F) - Base 100 en décembre 2008 – identifiant 001565188.

Date de lecture des indices « o »

Les indices « o » sont les derniers indices lus et connus du mois de la date limite de remise des offres.

Date de lecture des indices « 1 »

Les indices « 1 » sont les derniers indices (éventuellement provisoires) lus et connus au mois de la date de notification de l'ordre de service au titulaire affermissant la tranche optionnelle.

Les livraisons feront l'objet d'un décompte sur la base du prix initial.

La révision de prix sera établie par l'administration à la demande du titulaire, avant facturation.

3.3 Modalités de règlement des comptes du marché

Le mode de règlement choisi par l'acheteur est le mandat administratif établi par l'ordonnateur secondaire et adressé à la Direction Départementale de Finances Publiques des Landes – DDFIP 40 (comptable assignataire) qui effectue le virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Le règlement des sommes dues s'effectue conformément au marché et après exécution complète des prestations. La réception du service fait par le service exécutant (ESID ÎLE-DE-FRANCE) vaut accord du règlement du marché. Les factures afférentes au marché seront établies et réglées après exécution du « service fait ».

3.3.1 « Facturation » dématérialisée

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, complétée par le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et son arrêté d'application du 9 décembre 2016, l'obligation de transmission dématérialisée des projets de décompte et du projet de décompte général sur Chorus portail Pro (<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>) s'impose aux entreprises.

Pour déposer les projets de factures, le titulaire doit disposer du numéro de l'engagement juridique figurant sur l'acte d'engagement ainsi que du code SE : D10711L078 et utilisera le SIRET ÉTAT 110 002 011 00044.

3.3.2 Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R2191-3 du code de la commande publique sont respectées.

Si le délai initial d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à **5 %** du montant initial du marché.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, le taux de l'avance est porté à **30 %**.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de 30 jours compté à partir de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, atteindra ou dépassera 50 % du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des prestations dû à chaque cotraitant dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de l'avance.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

3.3.3 Facturation

Par dérogation à l'article 12 du CCAG/Travaux :

- Pour le lot n° 1, la facturation aura lieu en une seule fois, à la suite de la décision de réception de la prestation par l'acheteur.
- Pour le lot n° 2, la facturation aura lieu à la suite de la décision de réception de chaque tranche par l'acheteur.

La facture comportera nécessairement les éléments suivants :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro SIRET du créancier (s'il s'agit d'une société française) ;
- le numéro de son compte bancaire ;
- le numéro du marché ;
- les prix hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total TTC (excepté pour les titulaires étrangers) ;
- les lieu et date de livraison ;
- la date de facturation.

3.3.4 Délai global de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable au pouvoir adjudicateur contractant.

À titre indicatif, et sans présumer d'un changement de réglementation en vigueur applicable, le délai global des paiements interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

3.3.5 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires, applicable, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

4. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

5. DÉLAI(S) DE LIVRAISON – PÉNALITÉS ET PRIMES

5.1 Délai(s) de livraison

En raison des contraintes opérationnelles du site du champ de tir de Captieux, l'accès à la zone des travaux est limité à des plages calendaires fixées par l'acheteur.

Pour le lot n° 1, la durée prévue par l'acheteur des travaux est de 2 semaines. Les travaux devront avoir lieu du 4 au 15 mars 2024.

Pour le lot n° 2, la durée prévue par l'acheteur des travaux est de 3 semaines. Les travaux devront avoir lieu du 25 mars au 12 avril 2024.

Si pour des raisons de contraintes opérationnelles non connues par l'acheteur à la date de publication de l'appel d'offres, les dates de travaux devaient changer, les titulaires en seront informés par ordre de service.

5.2 Prolongation de(s) délai(s) de livraison

Les créneaux de travaux sur le Champ de tir de Captieux ci-dessus sont imposés et ne peuvent donner lieu à dérogation.

Les dates d'achèvement des travaux sont appréciées aux dates de livraison au lieu défini à l'article 1.1. Les prestations ajournées ou rejetées sont considérées comme non livrées. Par conséquent, le délai imparti au titulaire pour présenter à nouveau des prestations ne peut être considéré comme un délai supplémentaire d'exécution et le retard pénalisable est égal au nombre de jours séparant l'expiration du délai contractuel de livraison effective de celui de la livraison de la prestation reconnue satisfaisante.

Sur demande du titulaire, une prolongation peut être accordée s'il s'agit d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou résultant du fait de l'acheteur.

Dans tous les cas :

- Avant la période de préparation, le titulaire informe l'acheteur des difficultés d'approvisionnement ou d'exécution qu'il rencontre. Il dispose à cet effet d'un délai de **cinq** jours à compter de la date de survenance du fait générateur et dans tous les cas avant la date contractuelle de livraison ;
- Pendant la période d'exécution, le titulaire informe immédiatement le maître d'œuvre de tout événement susceptible d'entraîner un retard de livraison de la prestation, par tout moyen à sa disposition et à minimum par courrier électronique.

Conformément à l'article 18.2.2 du CCAG/Travaux, l'importance de la prolongation ou du report est alors décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. La durée de la prolongation est alors notifiée au titulaire par ordre de service.

Pour application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Au-delà du nombre de jours fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 20m/s	1 pointe
Pluie	30 mm/jour	3 jours consécutifs
Température	+ 32°C ou - 5° C	3 jours consécutifs
Neige	5 cm	3 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre départemental météorologie de Mont-de-Marsan (40, Landes)

Téléphone : 05 58 06 65 35

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous 1 mois sous peine de forclusion.

5.3 Pénalités – Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TRAVAUX, aucune exonération de pénalités telle que prévue au CCAG ne sera accordée.

5.3.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, lorsque le(s) délai(s) contractuel(s) d'exécution est (sont) dépassé(s) par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle

P = Montant de la pénalité ;

V = Valeur égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA de la livraison (ou des livraisons s'il y a plusieurs échéances) du bon de commande en retard dans l'établissement destinataire ;

R = Nombre de jours de retard du bon de commande (ou des livraisons s'il y a plusieurs échéances) dans l'établissement destinataire.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG/TRAVAUX, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Il est précisé que le titulaire reste responsable de l'exécution de son marché même s'il en sous-traite une partie.

De même, si les titulaires ont fait une offre en cotraitance (groupement solidaire), chaque entreprise membre du groupement est responsable de l'exécution de l'ensemble du marché en cas de défaillance de ses cotraitants.

5.3.2 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

Les pénalités pour non-respect des clauses environnementale telles que prévues à l'article 1.7.2 du présent CCAP sont fixées à 100 € par jour.

5.3.3 Pénalités pour non-respect des clauses relatives à la gestion des déchets de chantier

Les pénalités pour non-respect des clauses de gestion des déchets de chantier telles que prévues à l'article 36 du CCAG/Travaux et visé par l'article 7.16 du présent CCAP sont fixées à 100 € par jour.

5.3.4 Pénalités pour retard dans la transmission des documents fournis après exécution

Les pénalités pour retard dans la transmission des documents fournis après exécution tels que prévus à l'article 40 du CCAG/Travaux et visé par l'article 7.20 du présent CCAP sont fixées à 50 € TTC par jour.

5.3.5 Primes d'avance

Sans objet.

5.4 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il devra fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr).

Conformément au dispositif d'alerte, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, l'acheteur peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 52 du CCAG/Travaux.

6. RÉCEPTIONS ET GARANTIES

6.1 Réception

Les opérations de réceptions se déroulent conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG/Travaux.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux documents techniques conformément aux dispositions prévues au CCTP.

6.2 Réceptions partielles

Il est fait application de l'article 42 du CCAG/Travaux.

6.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il est fait application de l'article 43 du CCAG/Travaux.

6.4 Garanties contractuelles

Il est fait application de l'article 44 du CCAG/Travaux.

6.5 Litiges

Les litiges éventuels quant aux réfections, ajournements ou rejets sont instruits par le directeur du CETID, la décision ne devenant définitive que quinze jours après la notification au titulaire.

La durée du délai de notification de la décision d'acceptation qualitative est prolongée d'une durée égale à celle des contre-analyses.

7. CLAUSES SPÉCIFIQUES AUX MARCHÉS DE TRAVAUX

7.1 Provenance des matériaux et produits

Les droits et obligations relatifs à la provenance des matériaux et produits utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché se font conformément à l'article 21 du CCAG/Travaux.

7.2 Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux

Par dérogation à l'article 22 du CCAG/Travaux, en cas d'insuffisance de matériaux d'emprunt pour l'exécution du lot n° 1 (sable), les quantités nécessaires et prix unitaires (en m³) sont fixés par le titulaire dans son offre.

Aucuns matériaux supplémentaires ne pourront être fournis par l'acheteur.

7.3 Qualité des matériaux et produits. – Application des normes

Il est fait application de l'article 23 du CCAG/Travaux.

7.4 Vérification qualitative des matériaux et produits – Essais et épreuves

Il est fait application de l'article 24 du CCAG/Travaux.

7.5 Vérification quantitative des matériaux et produits

Il est fait application de l'article 25 du CCAG/Travaux.

7.6 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre du marché

Par dérogation à l'article 26.1 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage ne remet pas au titulaire de documents relatifs à la traçabilité des matériaux mis à sa disposition dans le cadre du marché.

Si le titulaire constate la défectuosité des matériaux ou produits fournis par le maître d'ouvrage, il doit présenter ses observations par écrit au maître d'œuvre, au plus tard, lors de la réunion d'ouverture du chantier, et, en tout état de cause, avant la mise en œuvre effective de ces matériaux ou produits. À défaut, il ne pourra s'en prévaloir pour écarter sa responsabilité en cas de non-conformité de l'ouvrage aux spécifications du marché.

Les articles 26.2 à 26.8 du CCAG/Travaux s'appliquent.

7.7 Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

Par dérogation à l'article 27 du CCAG/Travaux, aucun plan d'implantation des ouvrages ou piquetage n'ont été jugés nécessaires à l'exécution du présent marché par l'acheteur.

7.8 Préparation des travaux

7.8.1 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, la période de préparation du présent marché n'est pas incluse dans le délai d'exécution du marché. La période préparation aura lieu du 26 au 29 février 2024.

Le programme d'exécution/calendrier d'exécution est fourni conformément aux stipulations de l'article GEN 3.9 du CCTP.

Le programme d'exécution des travaux est notifié pour visa au maître d'œuvre, lors de la réunion de lancement du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG/Travaux, en raison de la séparation temporelle de l'exécution des lots, aucune mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) n'est nécessaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

7.8.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Il est fait application de l'article 28.3 du CCAG/Travaux.

7.8.3 Gestion de la qualité

Il est fait application de l'article 28.4 du CCAG/Travaux.

7.8.4 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, et compte tenu de la taille du chantier objet du présent marché, aucun registre de chantier n'est imposé.

7.9 Études d'exécution

Les obligations relatives à l'article 29 du CCAG/Travaux s'imposent au titulaire et au maître d'œuvre.

7.10 Modifications apportées aux stipulations contractuelles

Il est fait application de l'article 30 du CCAG/Travaux.

7.11 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

Il est fait application de l'article 31 du CCAG/Travaux, à l'exception de l'article 31.3 (autorisations administratives).

Les dérogations à l'article 31.3 du CCAG/Travaux du présent marché sont détaillées à l'article GEN 1.1.3 du CCTP.

7.12 Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux

Il est fait application de l'article 32 du CCAG/Travaux.

7.13 Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Il est fait application de l'article 33 du CCAG/Travaux.

7.14 Dégradations causées aux voies publiques

Il est fait application de l'article 34 du CCAG/Travaux.

7.15 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Il est fait application de l'article 35 du CCAG/Travaux.

7.16 Gestion des déchets de chantier

Il est fait application de l'article 36 du CCAG/Travaux.

7.17 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Il est fait application de l'article 37 du CCAG/Travaux.

7.18 Essais et contrôle des ouvrages

Il est fait application de l'article 38 du CCAG/Travaux.

7.19 Vices de construction

Il est fait application de l'article 39 du CCAG/Travaux.

7.20 Documents fournis après exécution

Il est fait application de l'article 40 du CCAG/Travaux.

8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Compte tenu de la nature des travaux, aucune clause de propriété intellectuelle ne sera mise en œuvre dans le cadre de l'exécution de ce marché.

9. RÉSILIATION

Le présent marché fait application des clauses relatives à la résiliation du marché, telles que décrites dans les articles 49 à 54 du CCAG/Travaux.

10. DIFFÉRENTS ET LITIGES

Le règlement des différends et litiges s'opère en application de l'article 55 du CCAG/Travaux.

11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 2.2 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 « pièces à remettre au titulaire » du CCAG/Travaux ;
- L'article 3.3.3 du présent CCAP déroge à l'article 12 « modalités de règlement des comptes » du CCAG/Travaux ;
- L'article 5.3 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 « exonération de pénalités » du CCAG/Travaux ;
- L'article 5.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.3 « pénalités pour retard » du CCAG/Travaux ;
- L'article 7.6 du présent CCAP déroge à l'article 26.1 « documents de traçabilité des matériaux remis par le maître d'ouvrage » du CCAG/Travaux ;
- L'article 7.7 du présent CCAP déroge à l'article 27 « plan d'implantation des ouvrages et piquetages » du CCAG/Travaux ;
- L'article 7.8.1 du présent CCAP déroge aux l'article 28.1 « période de préparation » et 7.8.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2.3 « cas des travaux allotis » du CCAG/Travaux ;
- L'article 7.11 du présent CCAP déroge à l'article 31.3 « autorisations administratives » du CCAG/Travaux.